**Семинар 6. La vie sociale et politique au Kazakhstan.**

La République du Kazakhstan se situe en Asie centrale et est limitée à l’ouest par la mer Caspienne, au nord par la Russie, à l’est par la Chine et au sud par l’Ouzbékistan et le Kirghizstan. Avec une population de 15,4 millions d’habitants, le pays constitue la deuxième plus grande ancienne République soviétique. C’est le pays le plus grand d’Asie centrale et l’un des moins densément peuplés au monde. Le Kazakhstan est devenu une République autonome au sein de la Fédération de Russie en août 1920 et une République de l’Union soviétique en 1936. Noursultan Nazarbaïev, élu à l’époque soviétique, devient le premier président kazakh en 1990 et déclare la souveraineté de l’État. En décembre 1991, Nazarbaïev remporte des élections présidentielles incontestées (98 % des suffrages) et le Kazakhstan déclare son indépendance par rapport à l’Union soviétique pour rejoindre la Communauté des États indépendants (CEI). En 1995, un référendum approuve l’extension du mandat du Président jusqu’en 2000. Celui-ci convoque cependant des élections anticipées en janvier 1999 et est réélu pour un mandat de sept ans.

Suite à l’indépendance en 1991, le Kazakhstan se lance dans un programme de réformes économiques : libéralisation des prix, réduction des distorsions du commerce et privatisation des petites et moyennes entreprises (PME). Les processus financiers et budgétaires sont considérablement améliorés. Plus récemment, un système de gestion des ressources publiques a été mis en place, qui jette les bases d’une fonction publique moderne. La création d’un Fonds national (en 2000) afin d’épargner une partie des recettes du pétrole et d’autres industries extractives a permis d’augmenter les dépenses sociales et de répartir les bénéfices de la croissance économique. Depuis 2000, l’économie présente d’importants signes d’amélioration, avec une croissance annuelle du PIB en 2006 de 10,6 % (Banque mondiale, 2007) et une croissance prévisionnelle de 8 % entre 2008 et 2012. Le gouvernement tente aujourd’hui de promouvoir la diversification économique dans le secteur non pétrolier. Une diversification dans les secteurs exigeants en main-d’œuvre est nécessaire pour la croissance de l’emploi et des revenus, ainsi que pour réduire la vulnérabilité de l’économie aux fluctuations dans le prix du pétrole.

4

C’est dans ce contexte politique et économique que nous allons examiner les réformes politico-administratives au Kazakhstan, et notamment les récents changements constitutionnels de même qu’un vaste programme de modernisation des services publics. Nous décrirons la juxtaposition d’un programme de réforme du secteur public dans un contexte d’inertie politique, compte tenu de l’État hautement centralisé dominé par une forme de prise de décisions élitiste. Nous examinerons l’hypothèse (Larbi et Bangura, 2006: 282) selon laquelle la démocratisation (en particulier la politique compétitive) redéfinit l’environnement pour les réformes du secteur public en créant « l’espace politique et l’occasion pour les citoyens d’exiger des réformes ou, pour certains groupes, d’exprimer leurs inquiétudes et/ou de s’opposer à certains aspects des réformes ». Nous analyserons plus précisément le lien entre la démocratisation et les réformes de la gestion publique dans un pays d’Asie centrale postcommuniste.

5

Les preuves empiriques dans notre communication sont extraites de plusieurs sources. La Commission européenne a facilité la réforme du secteur public au Kazakhstan par la création du Centre eurasien de formation de la fonction publique à Astana. Dans le cadre de ce projet, l’auteur a directement participé au développement et à la production de modules de cours destinés aux fonctionnaires d’un certain nombre de ministères au Kazakhstan. La Commission européenne a également contribué à la définition de normes de rendement au Kazakhstan. Les données rassemblées au moyen de la participation directe dans ces deux projets sont à la base des arguments invoqués dans notre communication. En outre, l’auteur a interrogé un certain nombre de hauts fonctionnaires dans les ministères kazakhs au sujet des éléments du programme de réforme, du processus de mise en œuvre et des développements politiques plus généraux. Même si certaines sources d’information sont gérées par l’État, on observe un niveau d’ouverture de plus en plus grand parmi la nouvelle génération d’agents de l’État au Kazakhstan. Leur exposition aux possibilités de formation internationales contribue à ce phénomène, des possibilités qui sont facilitées par un système gouvernemental généreusement alimenté sur le plan financier – le programme Bolashak. Les fonctionnaires qui parviennent à obtenir des titres internationaux accèdent plus rapidement à des postes de cadre au sein de la fonction publique et supervisent le programme de réforme du secteur public en cours. Nous commencerons par analyser la littérature sur le nouveau management public et son application dans les pays en développement/transition.

Le Kazakhstan est un de ces pays en transition. Il s’est lancé dans un programme de réforme du secteur public dans le cadre de sa stratégie de développement officielle intitulée Kazakhstan 2050. Ces réformes se sont-elles inspirées des tendances plus générales dans le nouveau management public ou le Kazakhstan s’est-il montré judicieux dans l’adoption ou l’adaptation d’un programme de modernisation adapté à sa situation économique, sociale et politique ? Coombes (1998: 418) a examiné les réformes dans les États d’Europe centrale et orientale (plus particulièrement en Bulgarie, en Hongrie et en Slovaquie) après la chute des régimes communistes à la fin des années 1980 et il relève « l’intervention omniprésente et irrésistible » des autorités publiques dans la vie quotidienne de ses citoyens. Il soutient dès lors que la réforme de l’administration publique est plus décisive dans les États en transition. Reste qu’en adoptant des réformes administratives issues d’Europe occidentale dans leur quête de modernisation, l’effet « pourrait être davantage une prolongation des maux d’antan sous des formes quelque peu différentes qu’une rupture avec ceux-ci » (Coombes, 1998:422). Verheijen (1998: 416) dit la même chose, lorsqu’il pose la question de savoir si les réformes du nouveau management public sont le « mauvais traitement » pour l’Europe centrale et orientale et conclut qu’aucun des principaux modèles appliqués en Europe occidentale n’est adapté dans son ensemble, et il recommande aux décideurs de ces États de « faire un choix parmi les exemples de bonne pratique dans les pays de l’OCDE ». Les problèmes associés à la lecture directe des réformes du nouveau management public entre l’Europe occidentale et les États de la CEI sont instructifs lorsqu’on tient compte de ce potentiel de transfert vers la Communauté des États indépendants.